l'Organe

Numéro spécial • numero 4 • volume 2 • automne 2006

www.lorgane.org

CLOWNS SANS FRONTIÈRES

reportage exclusif

ÉTUDIANTS, ET FIERS DE L'ÊTRE.

TU TROUVERAS TA CARTE PRIVILÈGE VIP AU BUREAU DE TON ASSOCIATION ÉTUDIANTE.

ÉCONOMISE 2 $ SUR LA CAISSE DE 24*
ET 1 $ SUR LA CAISSE DE 12* CHEZ

Couche-Tard

CONTRIBUE AU FINANCEMENT DE TON ASSOCIATION ÉTUDIANTE.

*Pour chaque caisse de 12 ou de 24 de Labatt Bleue, Budweiser†, Bud Light†, Alexander Keith's et Stella Artois achetée chez Couche-Tard avec cette carte, Labatt remettra respectivement 0,50 $ ou 1 $ à ton association étudiante.

BLEUE.COM
18+

FIERS D'ÊTRE

† ®/MD Anheuser-Busch, Inc.

DESIGN

Directeur artistique
Jules Renaud

Ass. dir. artistique / illustratrice
Christine Roy

Directeur photo
Albert Zablit

ADMINISTRATION

Directeur général
Hugo Steben

Directeur de l'information
Pierre-Luc Bouchard

Directeur des finances
Alexandre Cassis

Webmestre
Cédric Vergé

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Cédric Lizotte

Chef de pupitre International
Édouard Reinach

Chef de pupitre culture
Pascale Gauthier-Dionne

Chef de pupitre national
Jeff Yates

Correctrice
Eve Steben

COLLABORATEURS

Sophie Ginoux
Audrey Bourget
Kim Somers
Anaïs Lacroix
Julie Geffard

Couverture : Christine Roy et Alber Zablit

TABLE DES MATIÈRES

4 Culture - Claude Dubois
6 Théâtre - Point tournant
9 Société - Révolution numérique
10 Clowns sans frontière
13 National - Éditorial
14 Société - Manifeste pour l'humanité
16 International - Pro-monarchie
18 International - Traffic d'armes illégales
20 International - Ban-Ki Moon
22 Cinéma - Tounages au Québec

Propos de Claude Dubois recueillis par Édouard Reinach | **Photo : Christine Roy**

TÉMOIN DU TEMPS

Est-ce que votre engagement politique s'est toujours fait à travers la musique où s'est-il fait d'autres façons?

De bien d'autres façons. Par exemple, de recevoir des gens... Disons que j'ai toujours été plus compréhensif à l'égard de certains individus qui portaient le flambeau comme diraient d'autres, qu'à l'égard des multinationales par exemple. Aussi, par ma compréhension des cheminements et même ma tolérance. J'ai aidé certaines personnes qui souffraient de leur condition sociale, car leurs opinions politiques les menaient à l'écart. Ça n'a jamais été facile au Québec d'être séparatiste. Ça ne l'est toujours pas d'ailleurs...

Justement, à ce sujet, avez-vous vécu ou été témoin des conséquences?

Oui, à un certain point. J'ai été mis sur la liste noire de Radio-Canada: je n'avais plus le droit d'être dans des émissions de télé. Ils n'ont pas pu le faire de façon légale, parce que ce n'était pas permis. Mais ça ressemblait un peu aux menaces de Jean Chrétien à un certain moment lorsqu'il avait dit que les souverainistes ne seraient plus éligibles aux programmes gouvernementaux fédéraux! Il s'est repris vite parce que moi, j'aurais pu payer mes impôts fédéraux en fidéicommis et on aurait été plusieurs à le faire. Ça aurait représenté plusieurs milliards de dollars, alors ils se sont repris très vite! Alors oui, les conséquences je les ai vues, mais je n'en ai pas souffert parce que je n'en avais rien à foutre et que le public était avec moi. Mais j'en ai vu d'autres en souffrir.

Aujourd'hui comment voyez-vous la cause séparatiste?

Alors d'abord, ils [ne] s'appellent plus les séparatistes, ils ont peur. Moi je suis un séparatiste, mais en même temps indépendantiste, car en réalité, je crois que le monde doit s'unir et je crois qu'on doit respecter nos cultures à fond la caisse. Par exemple, en Europe, on ne va pas demander aux Tchèques de parler français, on ne va pas demander aux Espagnols de parler Turc, on ne les emmerde pas. Chacun vit dans sa culture et ils ont en commun une monnaie, des idées, une défense nationale et se partage en principe le gâteau selon ce qu'ils méritent. C'est comme un pointage, le fric vaut toujours le même, mais quelle est la ristourne? Je crois que c'est ça le *deal*. Je crois qu'ici le *deal* devrait être le même. Ça sert à rien d'assimiler six millions de québécois quand on a 300 millions d'Amerloques d'un coté et je ne sais pas combien de millions de Canadiens de l'autre... Quand on baigne autant dans la langue anglaise, elle ne devrait pas se sentir menacée et on devrait au contraire voir la langue française comme un bibelot fragile et quelque chose de beau. Mais bon je ne suis pas raciste, j'ai beaucoup d'amis qui sont fédéralistes, certains qui vont loin dans leur affaire, qui sont très présents et qui défendent leurs idées...

Que pensez-vous de ces nouveaux artistes comme Loco Locass qui prônent l'indépendance?

Bah moi, je le vois pas seulement sous l'angle de l'indépendance. Ce que j'aime beaucoup chez ces nouveaux groupes-là, c'est la contestation, la prise de conscience, c'est une nouvelle génération, un regroupement d'êtres et ça change des petites contestations à la con d'adaptations américaines ou de radotages sur les lavages de vitres en milieu urbain pour essayer de se faire cinq cents parce que papa pue des bras et que c'est un capitaliste. Ce que j'aime beaucoup c'est l'espèce d'organisation, de prise de conscience très sociale de la part de quelques groupes. Mais je n'attribue pas cela strictement à la notion d'indépendance, mais bien à une notion de prise en charge des gens par eux-même. Je crois que Parizeau, puisque vous voulez l'amener de ce coté-là, avait dit un jour quelque chose de très beau. Il avait dit : «Ça suffit les vieux, laissons la place». Et je crois qu'en dehors même de l'idée de la souveraineté, c'est très rafraîchissant.

Quand vous regardez le paysage souverainiste actuel, le Parti Québécois ou Québec Solidaire, vous envisagez comment l'idée de la souveraineté?

Ce que je trouve très marrant, et on l'a laissé planer, c'est que le Nouveau parti démocrate allait devenir un parti politique fédéraliste au Québec. Je n'y crois pas une seconde parce que je pense qu'on a compris du coté anglais que pour régner, il ne fallait pas diviser. Je pense que ce que fait la syndicaliste [Françoise David] en ce moment est un peu débile. Elle utilise les forces souverainistes et ça doit faire beaucoup d'heureux... Si j'étais un homme d'affaires de Toronto ou un *anglo* fédéraliste, je subventionnerais la dame en question. Je lui donnerais du fric pour rendre son parti plus important pour optimiser la division du vote indépendantiste. Voilà ce que je ferais.

Et M. Boisclair est-il l'homme de la situation à votre avis pour arriver à l'indépendance?

Je crois que oui. Mais ça va gueuler, ça va beaucoup gueuler. Et je pense que c'est une sacrée bonne chose que de remettre la question de la sexualité dans l'arène publique et ça va faire chier beaucoup de monde parce que ça insécurise certaines personnes du parti... Moi ça me sécurise au plus haut point, car je vois là un beau débat social à l'intérieur même d'un parti. Certains ne sont pas certains, mais moi je crois que le Parti Québécois va reprendre le pouvoir aux prochaines élections ◆

THÉÂTRE

RENCONTRE AU «POINT TOURNANT»

Un *road movie* théâtral nous fait imaginer un voyage à travers l'Écosse. Une libération d'une prison qui pourrait se nommer fatalité, une prison que semble pouvoir se forger un peuple tout entier. Le théâtre de la Manufacture nous présente *Points Tournants*, traduction de *Passing Places*, une pièce venue d'Écosse et aucunement dépaysée en notre théâtre québécois. Rencontre avec Philippe Lambert, metteur en scène de l'adaptation présentement à l'affiche du théâtre de la Licorne.

Pascale Gauthier-Dionne
culturel.pascale@gmail.com

Écosse. Dix-huit années de règne du Parti Conservateur prennent fin en 1997. Dix-huit années d'agonie des secteurs de travail dits traditionnels, de petite mort de l'industrie lourde. Une identité floue et flouée. Un passé dont on se souvient qui s'étouffe dans le présent pour s'absenter de l'avenir... Rapport d'ado en crise avec la paternelle Angleterre; confusion identitaire. Avec sa pièce *Passing Places*, l'auteur Stephen Greenhorn confronte deux jeunes hommes à leur propre pays, donc à l'inconnu. Il les met face à des rencontres inattendues, ces «points de rencontre» qui deviennent connections, qui ouvrent une brèche dans la vie et pousse à voir plus loin que son propre regard, puis à un jour admettre que le mot «magnifique» peut réintégrer notre vocabulaire, comme une acceptation de se laisser toucher, de ressentir.

«C'est l'idée de la quête d'identité, le rapport aux autres, la transformation, qu'est-ce qui fait qu'on se transforme…

«On quitte le connu pour l'inconnu, c'est là qu'on risque de changer, parce que c'est l'inconnu qui nous apprend jusqu'où l'on accepte de s'ouvrir aux autres...», dira alors Philippe Lambert.

L'histoire est principalement celle d'Alex (Maxime Denommé) et de Brian (Steve Laplante). Alex vole la planche de surf chérie de son patron. L'idée «officielle» : aller jusqu'à Thurso, sur la côte nord, paradis des surfeurs. Vendre la planche et après, on verra... C'est l'histoire de leur voyage à bord d'une vieille Lada menaçant continuellement de trépasser, d'Alex confronté à ses idées préconçues et au mur de cynisme qui le séparait de la vie, et de Brian tâtant de la liberté, le regard et l'esprit grands ouverts. Ce sont leurs rencontres, avec des Écossais de souche, et les autres qui ont choisi l'Écosse pour y vivre un temps ou longtemps; le peuple écossais finalement. C'est leur quête. Il y a aussi Binks, le patron bafoué et disjoncté qui poursuit les deux auteurs du larcin, comme un fantôme menaçant, tapis dans leur ombre. Le tout dans un choix de mise en scène aussi simple que l'est le synopsis.

«Il fallait essayer d'évoquer le plus possible sans avoir à utiliser trop d'accessoire. L'auteur - qui a vu cette adaptation - était content. Il disait que souvent le piège des autres productions qu'il y avait eu était que ça devenait long, autour de deux heures, deux heures et demi, parce qu'ils ajoutaient des accessoires à chaque fois, qu'il y avait tout le temps des changements...»

«Faut avant tout raconter une bonne histoire. S'il y a quelque chose qui s'immisce là-dedans, ben c'est tant mieux».

Une voiture en ruines que les comédiens réorientent eux-mêmes, un morceau de route, un garde-fou, un vaste ciel peint en toile de fond, et des jeux d'éclairage... Il n'en fallait pas plus.

Il y a du Québécois dans les préoccupations du peuple écossais, n'est-il pas vrai? Cette identité aux définitions brumeuses, ce passé à assumer et à comprendre, parsemé de relations troubles avec un certain royaume britannique omniprésent... L'errance identitaire des peuples n'est certes pas notre exclusivité. La pièce voyage, se promène là où elle trouve une résonance. Comme ici; comme ailleurs.

«C'est peut-être mentionné, c'est pas quelque chose qui est souligné, mais on peut faire ce lien là... si lui l'a choisi, c'est à cause de ça en partie, mais l'auteur disait que ça a souvent été monté dans des endroits, dans des pays où il y a cette dynamique-là: en ex-Yougoslavie, dans une région de l'Allemagne, en Finlande... où il y a un espèce de pays qui a le joug sur un autre...», admet le metteur en scène.

Avec ses apartés descriptifs et ses dialogues réglés au métronome, c'est une histoire qu'on nous balance en plein visage, dans une idée de «pas de temps à perdre». *Points Tournants, un road movie sans entracte* est effectivement un voyage sans répit véritable, sans synapse entre les scènes pour nous laisser digérer, assimiler. Pas le temps de réfléchir, il faut que ça continue, que ça parle, que ça agisse. L'urgence de dire, de raconter. C'est une histoire simple, c'est une anecdote sans prétention. Une comédie qui se donne des apparences de légèreté avec ses scénettes transitoires peuplées de personnages clichés aux limites de la caricature. Certains diront que c'est un théâtre qui attirera sans doute les jeunes; un théâtre d'action, cinématographique, qui ne pourrait être pris que pour cette pièce dynamique, pour un divertissement qui déboule sous nos yeux et dans nos oreilles, mais qui se laisse facilement interpréter et intellectualiser par la force de son origine et de son parcours ◆

POINTS TOURNANTS, UN ROAD MOVIE SANS ENTRACTE (PASSING PLACES, A ROAD MOVIE FOR A STAGE)

Auteur : Stephen Greenhorn
Traduction : Olivier Choinière
Mise en scène : Philippe Lambert
Présentée par le Théâtre de la Manufacture,
Au Théâtre de La Licorne, jusqu'au 25 novembre
4559 avenue Papineau, Montréal

Téléphone : 514.523.2246

Propos de Philippe Lambert par Pascale Gauthier-Dionne | **Photo : Albert Zablit**

l'organe

JOIGNEZ-VOUS À SON ÉQUIPE !
redaction@lorgane.org

La révolution sera numérique

Anaïs Lacroix
alacroix_2@hotmail.com

Crée en 1992 par Peter Gabriel et la Reebok Human Rigths Foundations et localisée à New York (Brooklyn), l'organisation Witness dénonce les violations des droits de l'homme via un réseau international, agit en partenariat avec des organisations de plus de 60 pays et exerce un rôle de motivateur sur les principaux acteurs sociaux. Elle encourage des groupes locaux du monde entier à dénoncer l'exploitation dont ils sont victimes et rend possible la réalisation de documentaires en leur fournissant le nécessaire à la production de courts-métrages. « La caméra est devenue les yeux du monde lorsque personne ne regarde », peut-on lire sur le site du documentaire Seeing is believing, un film traitant de l'utilisation de la caméra dans la défense des droits humains. Le film se questionne notamment sur les risques et les responsabilités du documentaire de premier front, face à l'autorité des médias de masse.

«Ils étaient trop impatients. Ce jour-là, je leur ai dit d'attendre. Ils sont partis et, dès qu'ils ont eu passé l'enceinte, les gardes ont tiré sur eux», raconte avec émotion Joey Lozano, caméraman. Cet activiste dans la défense des droits de l'homme soutient que la scène aurait pu être évité par la seule présence de la caméra. C'est ce que défend aussi Witness, une organisation oeuvrant dans la défense des droits humains, en proposant un nouvel usage social et politique des technologies pour dénoncer les violations des droits de l'homme. L'organisation prône l'usage de la caméra, car la force des images est puissante et le poids juridique de ces dernières permet dans plusieurs cas de faire cesser des pratiques jugées inacceptables.

Si elle met parfois un frein aux violences, la caméra se révèle être une arme à double tranchant et les documentaristes sont régulièrement la cible de menaces, d'attaques et de tentatives d'assassinat. S'ils semblent vulnérables avec leur caméra comme arme, c'est qu'il ne faut pas sous-estimer le pouvoir de l'image. «Je crois vraiment dans le pouvoir du film. Particulièrement dans des situations de vie ou de mort», déclare Joey Lozano, ayant lui-même été victime de nombreuses menaces de mort et d'une tentative de meurtre. La pression publique et l'attention médiatique entourant par exemple les meurtres filmés par la Nakamata, une coalition de tribus indigènes des Philippines soutenue par Witness, ont amené le Bureau d'enquête à se pencher sur les violences commises. Quelques personnes ont été arrêtées, sans toutefois que personne n'ait jusqu'à présent été condamné pour les meurtres ou la destruction du village. Malgré tout, cela constitue déjà un énorme revirement de situation. «Ces images vont fournir les preuves de ce qui est réellement arrivé. Dans le passé, il y a eu des incidents où nous avons été harcelés et où c'était nous qui étions traînés en justice», raconte Winefredo Sumael, président de la Nakamata Coalition.

Les images des actes de violence qui ont été filmés constituent des preuves valables juridiquement et permettent de soutenir la défense des droits humains ainsi que de compléter des rapports officiels de violation des droits de la personne. Witness supporte les revendications des groupes locaux exploités auprès des gouvernements, des groupes de sécurité et des activistes dans la défense des droits humains. Il assure au documentaire une vitrine médiatique locale et internationale, car le soutient du grand public agit comme une force de pression considérable sur les gouvernements concernés ◆

LE POUVOIR DU RIRE

Portrait d'un clown et d'une organisation qui poserait des sourires sur toutes les lèvres de la terre…

Edouard Reinach
ereinach@gmail.com

David Fiset distribue des sourires, de la joie et de la bonne humeur partout sur sa route depuis maintenant huit ans. Tel un vagabond du rire, il aura fait le tour du Québec en passant par des écoles, des spectacles de rue, des spectacles de cirque et des maisons pour personnes âgés. Il y a trois ans et demi, il a croisé le chemin de Clowns sans frontières et est devenu un clown humanitaire. L'Organe l'a rencontré dans le sous-sol du Lion d'Or, un soir de spectacle organisé par le Centre de recherche en art clownesque (CRAC).

Peut tu me dire depuis quand existe Clowns sans frontières, ses missions et ses partenaires?

Clown sans frontière est née en 1992 en Espagne, à l'initiative de Tortell Poltrona. L'organisme est implanté dans plusieurs pays comme la France ou les États-Unis. La mission est donc de faire rire les gens partout dans le monde, de faire rire sans aucun jugement et cela implique aussi de faire ce qui a un rapport à l'autorité, faire rire les caporaux de guerres, les douaniers et ainsi de suite… Ce n'est pas toujours facile évidement. Il y a beaucoup d'enfants blessés qui ne sont pas facilement capables de rire. Je pense particulièrement à notre mission en Haïti qui fut un moment très difficile et malgré les mauvaises conditions, je pense que nous avons fait de notre mieux. Il faut donner. C'est une autre des missions de CSF. Donner peu importe l'âge, le groupe social ou le statut… Faire vivre ou revivre l'enfance à des gens qui peut-être n'ont pas eu la chance de la vivre cette enfance. On travaille avec plusieurs partenaires tels que ROTAPLAST, un organisme qui effectue des opérations chirurgicales sur des «becs de lièvres» [fissures labiales] partout dans le monde, Dr Clown, un organisme oeuvrant dans le domaine hospitalier pratiquant l'art clownesque à des fins thérapeutiques ou des organismes plus locaux à nos missions. Les endroits où nous allons sont divers : l'Haïti, en partenariat avec des foyers d'accueil, où les enfants vivent dans une misère incroyable, les territoires du Nord-Ouest, l'Éthiopie.

Comment a démarré ton expérience avec CSF, qu'est-ce qui t'y a amené?

Le goût de jouer. C'est primordial. Ça prend une part d'égoïsme je pense pour commencer à s'impliquer comme ça, mais la deuxième chose à laquelle je pense sans arrêt, c'est l'enfance. C'est pour eux que j'y vais, c'est pour eux que je voyage. C'est l'envie de rendre et donner l'enfance qui motive toute entière l'équipe de CSF à voyager.

Quelles sont les missions auxquelles tu as et tu vas participer?

Il y a eu Haïti qui a duré un mois. Nous avons été faire une tournée de spectacle avec, pour chaque spectacle, environ 2000 mille enfants. Trente-cinq spectacles en tout, c'était très épuisant, et très enrichissant. Je crois que parmi les enfants que j'ai rencontré, certains n'avaient jamais vu ça de leur vie. On a donné sans compter malgré l'épuisement, c'était motivant de voir l'impact qu'on pouvait laisser derrière nous. Ces enfants n'ont rien, on ne peut même pas dire qu'ils ont une paire de souliers… Alors laisser la trace d'un sourire… J'ai aussi été aux territoires du Nord-Ouest deux fois pour faire des tournées dans des réserves Inuits et amérindiennes. On visitait des pénitenciers, des refuges, des foyers d'accueil… On rencontrait des gardiens de prisons, des femmes,

David Fiset de Clowns sans frontière | **Photo : Nicolas Marcoux**

bande dessinée : Christine Roy

des enfants... C'est des personnes qui n'ont pas souvent eu l'occasion de rire, [...] Et alors il y avait beaucoup de joie et on essayait de faire oublier un peu tout les problèmes du quotidien... Ce sont vraiment de beaux moments que nous avons passés là-bas... Dans le futur, avec ROTAPLAST nous partirons aider 120 enfants et adolescents qui vont être opérés au niveau facial, souvent à cause d'un «bec de lièvre». Des jeunes qui n'ont jamais pu s'exprimer comme tout le monde, car ils ont beaucoup de difficultés à être eux-mêmes, dans la plupart des cas, ils sont repoussés de leurs villages parce que les gens voient ça comme une malédiction ou un signe du démon. Ils n'ont jamais eu d'enfance et tout à coup, on leur donne un peu le pouvoir de s'exprimer en leur faisant faire des trucs de clown et ça leur permet de rire et d'oublier leur malheur avant l'opération, d'autant plus que cela donne 80% de chances en plus pour le succès de l'opération chirurgicale.

Aurais-tu une histoire drôle à raconter?

Il y en a beaucoup évidemment! Mais je crois que c'est l'anecdote régulière de ne pas pouvoir finir le spectacle parce que les enfants assis en cercle aiment tellement le spectacle qu'ils se regroupent et referment lentement le cercle jusqu'à être collés contre nous. Imagine 3 000 enfants refermant le cercle! C'est embêtant lorsque la finale où l'on crache du feu arrive! On n'a pas eu le choix de mettre des barricades de tables et de chaises pour des raisons de sécurité, mais dès que c'est fini, ils sautent par-dessus pour venir nous toucher, nous taquiner... On n'a parfois pas le choix de partir un peu vite parce qu'ils ne veulent pas nous laisser partir... Ce sont des évènements qui arrivent souvent lors de nos spectacles et c'est toujours très comique.

photo prise en Europe de l'est
Source : Clowns sans frontière

Une histoire triste?

Ouf... Aussi simple que des personnes qui nous aident à faire rire les gens alors qu'ils ont perdu le goût de rire et qui rient en regardant notre spectacle. Et lorsqu'ils se confient à nous, ils nous racontent que toute leur famille est morte dans le déluge qui a eu lieu dernièrement... C'est des moments particulièrement difficiles et intenses, car on passe par toutes les émotions en peu de temps et on découvre que toutes ces personnes ont perdu des être chers de façon soudaine, et nous, il y a deux secondes, on riait.

En quoi CSF aurait sa place si on mettait toutes les organisations sans frontières ensemble dans un pays extérieur?

Sensibiliser les enfants et les gens dans ces pays au fait qu'ils sont et qu'ils peuvent être heureux où est-ce qu'ils sont. Nous croyons que ce que le médecin fait pour le corps, le clown peut le faire pour l'âme... ◆

ÇA SE RÉCHAUFFE ...

Le vent électoral à Ottawa prend des allures de brise printanière. Peut-être le dégel apportera-t-il avec ses crues un nouveau scrutin inutile. Chose certaine, Stephen Harper, fidèle à ses habitudes, ne laisse rien à la chance.

Jeff Yates
national@lorgane.org

Ce dernier a pris habitude, ces derniers temps, d'accuser les partis d'opposition, les Libéraux avant tout, de faire obstruction à ses projets législatifs dans les deux chambres du parlement. Il affirmait justement le 27 octobre dernier que les libéraux utilisaient leur majorité au Sénat pour ralentir son fameux projet de loi sur «l'imputabilité» (*sic*). Il en revenait quasiment à les accuser d'être contre la responsabilité, étant donné leur passé de corruption sous Chrétien.

Il n'en est rien. Un tel projet de loi, qui est supposé réexaminer les fondements mêmes de la responsabilité ministérielle, doit faire figure d'une étude minutieuse, ses répercussions possibles pouvant lourdement affecter le fonctionnement du gouvernement canadien. Le rôle du Sénat canadien – s'il est possible d'en trouver un – est d'utiliser l'expertise et l'absence théorique d'intérêts partisans des sénateurs pour examiner les projets de lois canadiens avant qu'ils ne soient entérinés. Les membres de la Chambre des communes, qui doivent régulièrement faire face aux élections et qui ont une durée de vie en Chambre très limitée, ne peuvent, en théorie, posséder la maturité politique nécessaire pour exercer ce travail. Qu'un projet de loi si important passe autant de temps au Sénat n'est pas nécessairement signe d'obstruction.

Le jeu de M. Harper est très clair : il crée une situation où les partis d'opposition se retrouvent dans l'impossibilité de l'appuyer, pour ensuite les accuser de lui faire obstruction.

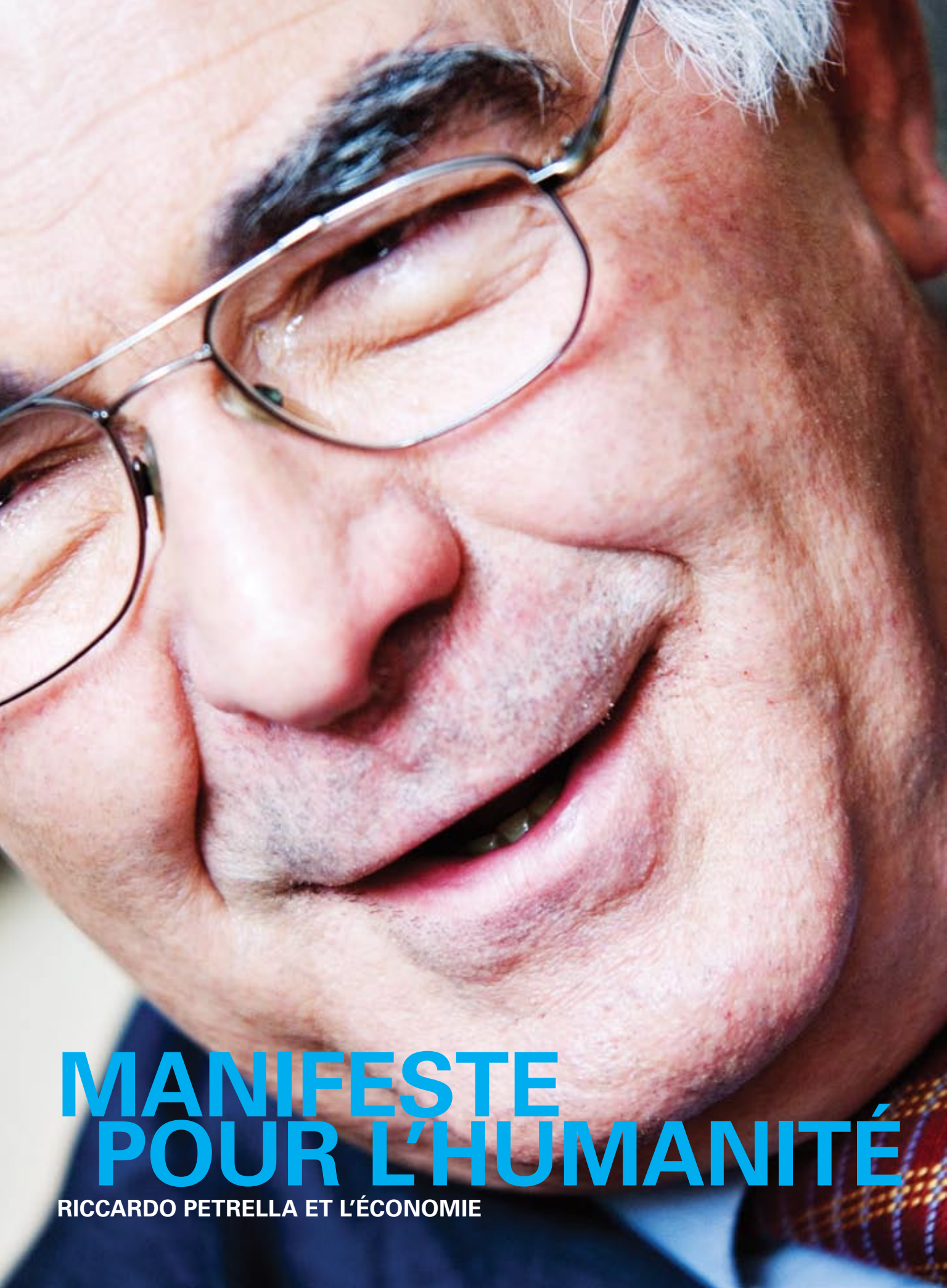
Reste qu'il est vrai que M. Harper trouve bien longues ses séances aux Communes. Les partis d'opposition s'allient constamment contre ses projets de loi, et menacent à la première occasion de faire tomber le gouvernement. Monsieur Harper expliquait que les partis d'opposition étaient «irresponsables», parce qu'ils votaient contre les initiatives d'un gouvernement dûment élu par le peuple canadien il n'y a qu'un an.

La réalité est que plus ou moins deux tiers des canadiens ont voté contre ce gouvernement. Qui plus est, ses initiatives ne sont pas seulement impopulaires auprès d'une majorité de canadiens, elles vont carrément à l'encontre des idéaux des partis d'opposition. Monsieur Harper a survécu ses premiers tests en Chambre grâce à l'appui que lui a apporté du bout des lèvres Gilles Duceppe, le Bloc québécois se verrait très mal devoir justifier à ses électeurs pourquoi il appuierait l'abolition du registre des armes à feu ou le nouveau projet de loi sur la qualité de l'air, par exemple. Quant aux libéraux et au néo-démocrates, impossible d'appuyer le gouvernement sans en souffrir lourdement auprès de leurs bases électorales.

Le jeu de M. Harper est très clair : il crée une situation où les partis d'opposition se retrouvent dans l'impossibilité de l'appuyer, pour ensuite les accuser de lui faire obstruction. Tout ça dans l'espoir de les dépeindre en tant que manipulateurs du système canadien à des fins électoralistes, ce que M. Harper lui-même fait. S'il tenait tant à son programme, pourquoi n'en fait-il pas question de confiance en Chambre?

Il ne faut qu'examiner les derniers résultats de sondage, qui montrent un recul des Conservateurs, pour répondre à cette question ◆

Êtes-vous daccord ? | **www.lorgane.org/forum**



MANIFESTE POUR L'HUMANITÉ

RICCARDO PETRELLA ET L'ÉCONOMIE

Si le nom de Riccardo Petrella ne vous dit rien de prime abord, vous avez par contre probablement déjà entendu parler de ses actions, qu'il s'agisse de celles menées par le Groupe de Lisbonne qu'il a fondé, ou encore de son ouvrage Le Manifeste de l'eau (Éditions Labor, 1998), qui a déclenché une vive polémique à travers le monde entier. Nous avons eu l'immense honneur de pouvoir croiser les pas de ce militant dans le cadre de la sortie de son dernier ouvrage coup de poing, Désir d'humanité – Le droit de rêver, qui vient de paraître aux Éditions Écosociété.

Sophie Ginoux
sophie.ginoux@videotron.ca

Il peut sembler étonnant de penser qu'un économiste de formation ait pu se révolter contre ce qui a nourri sa réflexion au cours d'une bonne partie de son existence. Pourtant, c'est au cœur même des institutions du pouvoir - en l'occurrence celles de la Commission européenne, dont il a dirigé un programme de développement des sciences et des technologies dans les années 1970 - que ce Calabrésien d'origine a constaté que toutes les nouvelles politiques mises en œuvre en haut lieu n'avaient en fait qu'un seul but, celui de favoriser une seule partie de la société. «Il fallait tout mettre en œuvre pour permettre aux plus forts d'être encore plus forts, raconte-t-il. Toutes les têtes dirigeantes de la politique, de l'économie et de la science n'avaient qu'un seul mot d'ordre, se mettre au service de la compétitivité, au détriment des principes de justice sociale. C'est donc là que j'ai commencé à avoir une distinction structurelle profonde avec mes supérieurs et que je suis devenu un militant. Un militant qui se lance depuis dans toutes les initiatives qui affirment le principe fondateur du droit à la vie pour tous et celui de la justice sociale».

Riccardo Petrella a alors abandonné son confort de haut fonctionnaire pour les bancs de l'université progressiste de Louvain, en Belgique, où il enseigne à présent une autre vision du monde, une vision qu'il colporte également sur tous les continents. Sa tâche est ardue, car les principes qu'il énonce sont en totale contradiction avec la logique de marché dominante qui s'est insinuée dans toutes les sphères de notre vie, s'appropriant tout ce qui est appropriable, y compris l'eau, la santé et l'éducation. «Nous assistons depuis la fin du XVIII^{e} siècle à une mystification collective voulant que l'économie devienne un système de gestion optimale des ressources totalement dénué de valeurs, alors qu'auparavant, l'économie héritée de la pensée grecque se basait sur des règles de la maison qui permettaient à chaque habitant de participer au bien-être des autres, explique M. Petrella. Or, ces anciennes règles sont à mes yeux d'autant plus importantes aujourd'hui que nous faisons désormais partie d'une maison mondiale dans laquelle nous devons vivre les uns avec les autres. Mais tout ce que l'on nous assène, c'est qu'aucune expression de la vie n'a de valeur si elle ne fait pas l'objet d'une transaction monétaire. C'est parfaitement scandaleux, car on assiste à une marchandisation de la vie sous toutes ses formes, quitte à nier la sacralité de cette dernière».

Évidemment, cette dénonciation de Riccardo Petrella ne plaît guère à ceux qui détiennent les rennes de l'économie triomphante. «Et si tu ne penses pas dans leur sens, dit-il ironiquement, tu es considéré comme déviant, donc hors normes, donc potentiellement dangereux, donc criminel, et donc terroriste»... La frontière est parfois subtile entre la liberté et l'illégalité de la pensée, n'est-ce pas? Mais M. Petrella n'a pas peur des menaces qui planent sur lui. Dans ses écrits, comme au cours de tous les événements auxquels il participe, il remet les pendules à l'heure avec toute la fougue que lui inspirent ses convictions. Il a notamment été le premier à évoquer le droit à l'eau, un droit dont ne disposent pas encore, dans les faits, près de trois milliards d'individus (et non les 1,5 milliards avancés par les statistiques officielles) vivant avec moins de 30 litres d'eau par jour par habitant... alors que l'Américain moyen en consomme 801.

De la même manière, la course à la connaissance, synonyme de création de richesses, devient la légitimation de l'inégalité structurelle entre les hommes, dont certains auraient plus de droits que les autres, sous prétexte qu'ils contribuent de manière plus concrète à l'économie de marché. «Les jeunes ne doivent pas tomber prisonnier de ces slogans, scande M. Petrella, car s'ils les acceptent, ils deviendront les officiers de cette nouvelle guerre de l'exclusion qui sera peut-être celle des prochaines décennies».

Nous acheminons-nous progressivement vers ce que Riccardo Petrella nomme la politique de l'archipel, à l'intérieur de laquelle un territoire, entouré de quelques îles, se trouve au centre d'un immense océan où il n'y a rien? Voici les pistes de questionnement que nous propose le livre *Désir d'humanité*, en plus de solutions concrètes à cette terrible situation. Nous devons reconquérir le droit de rêver de paix, d'amitié, de justice et de liberté, avance M. Petrella dans cet ouvrage. «Et le faire par le biais de la révolte des citoyens, a-t-il ajouté au cours de notre entretien, car une révolution pacifique formidable peut encore être menée par le biais de nos institutions, il n'est pas trop tard.» Le message est lancé ◆

LES PRO-MONARCHIE CHERCHENT UNE RELÈVE

Pas besoin d'être un *anglo* pur jus pour être monarchiste engagé. À Montréal, deux membres sur cinq de la Ligue monarchiste du Canada sont francophones. Ce qui ne devrait surprendre personne, selon Douglass Dalton, président de la section montréalaise du groupe.

Julie Geffars
geffardjulie@yahoo.ca

Recevant dans son petit cabinet du CLSC Métro, la clinique de la rue de Maisonneuve où il travaille et forme des étudiants en médecine, Dalton veut faire comprendre qu'il ne faut pas prendre les monarchistes pour des groupies. Comme lui, les membres francophones de la Ligue soutiennent la monarchie canadienne pour des raisons purement pragmatiques. «Ça ne nous viendrait pas à l'idée d'organiser des manifestations, dit-il. Nous sommes de simples membres, nous avons adhéré au mouvement parce que nous voulons protéger les principes de la monarchie constitutionnelle au sein du gouvernement».

Une opinion que Dalton défend depuis la fin des années 1970. Il s'indigne alors des efforts déployés par le gouvernement pour miner la monarchie et établir une république. «Je ne comprenais pas pourquoi on cherchait à adopter le modèle de gouvernement américain, se souvient-t-il. C'est comme ça que j'ai commencé à m'intéresser à la Ligue monarchiste».

Cela fait maintenant 15 ans qu'il est membre actif de la Ligue ou «plus ou moins actif», comme il le souligne. C'est qu'à l'image de la monarchie dans tout le pays, la section montréalaise du groupe a connu des jours meilleurs. L'époque des galas, des dîners et des conférences est révolue. Quand les membres fondateurs ont pris leur retraite à la fin des années 1980, après des années de bons et loyaux services, il ne s'est pas trouvé grand monde pour repren-

dre le flambeau.

Si la Ligue se porte encore bien dans de grandes villes comme Toronto, le calendrier de la centaine de membres montréalais est pour le moins clairsemé. Ils se sont retrouvés une fois cette année pour marquer les 80 ans de la reine, et une fois l'année dernière, à l'occasion du mariage de Charles et Camilla.

Organiser des événements prend du temps, de l'ambition et des efforts, trois choses dont Dalton dit manquer. On comprend aussi que de se retrouver monarchiste en chef d'une ville majoritairement francophone puisse poser certaines difficultés de recrutement. Dalton avoue d'ailleurs avoir pris le poste de président en 2001 avec réticence. Personne d'autre n'en voulait.

Il explique que partout ailleurs au Canada, la monarchie est vécue comme un passe-temps. À Montréal, c'est une expression politique. La Ligue montréalaise compte bien encore quelques membres qui se réunissent régulièrement «pour causer de ce que la princesse royale a fait cette semaine», mais il ne fait pas partie du lot. «J'avoue avoir même de grandes difficultés à me souvenir du nom de certains des membres de la famille royale étendue», dit-il.

Il semble quand même chérir le souvenir de son voyage à Ottawa, en 1977, à l'occasion du jubilé d'argent de la reine. Pierre-Elliott Trudeau attendait Élizabeth II devant l'opéra. «Il est sorti et tout le monde a applaudi poliment. Puis il s'est reculé, et la reine est sortie sous une salve d'applaudissements». Morale de l'histoire: «Tout le monde a bien vu que ce représentant élu faisait un pas en arrière».

«La monarchie devrait disparaître dans une génération»

La leçon a son importance. Dalton soutient précisément la monarchie parce que le pouvoir de ses représentants est arbitraire, seule façon selon lui d'assurer la stabilité du pays. «Les titres héréditaires, c'est un concept anachronique, admet-il. Les gens qui trouvent que cette famille a quelque chose de plus que les autres... je ne crois pas!» Cependant la reine, parce que le hasard de sa naissance l'a désignée pour représenter le peuple, peut assumer cette fonction unificatrice en toute neutralité. Un Premier ministre, élu sous une bannière partisane, divise nécessairement.

Pour Dalton, c'est ce que les Canadiens comprennent de moins en moins. Si les sondages donnent généralement une majorité d'opinions en faveur du maintien de la monarchie, Dalton lui-même analyse cette attitude comme relevant de la plus pure indifférence. «La monarchie devrait disparaître dans une génération», lance-t-il sans sourciller.

C'est sur le même ton mesuré qu'il pointe du doigt l'ignorance du public vis-à-vis de la monarchie comme cause de cette apathie et, en aval, les gouvernements successifs, qui «sont allés loin pour éroder cette connaissance». Il prend pour exemples les statues du roi Édouard et de la reine Victoria qui se trouvaient à proximité de l'Assemblée nationale à Québec, «retirées pour nettoyage et jamais replacées. C'est comme ça que les symboles disparaissent et perdent leur sens aux yeux du public».

Les activistes républicains peuvent donc mettre le champagne au frais, même si c'est s'y prendre à l'avance, puisqu'ils ne devraient pouvoir le sabrer que dans une vingtaine d'années. «Je ne crois pas qu'il y ait une véritable volonté d'abolir la monarchie, explique Dalton. C'est une question que personne ne veut aborder, parce qu'ils risquent de perdre le vote de gens comme moi. Ils préfèrent détruire le système de l'intérieur, comme ils le font depuis plusieurs années».

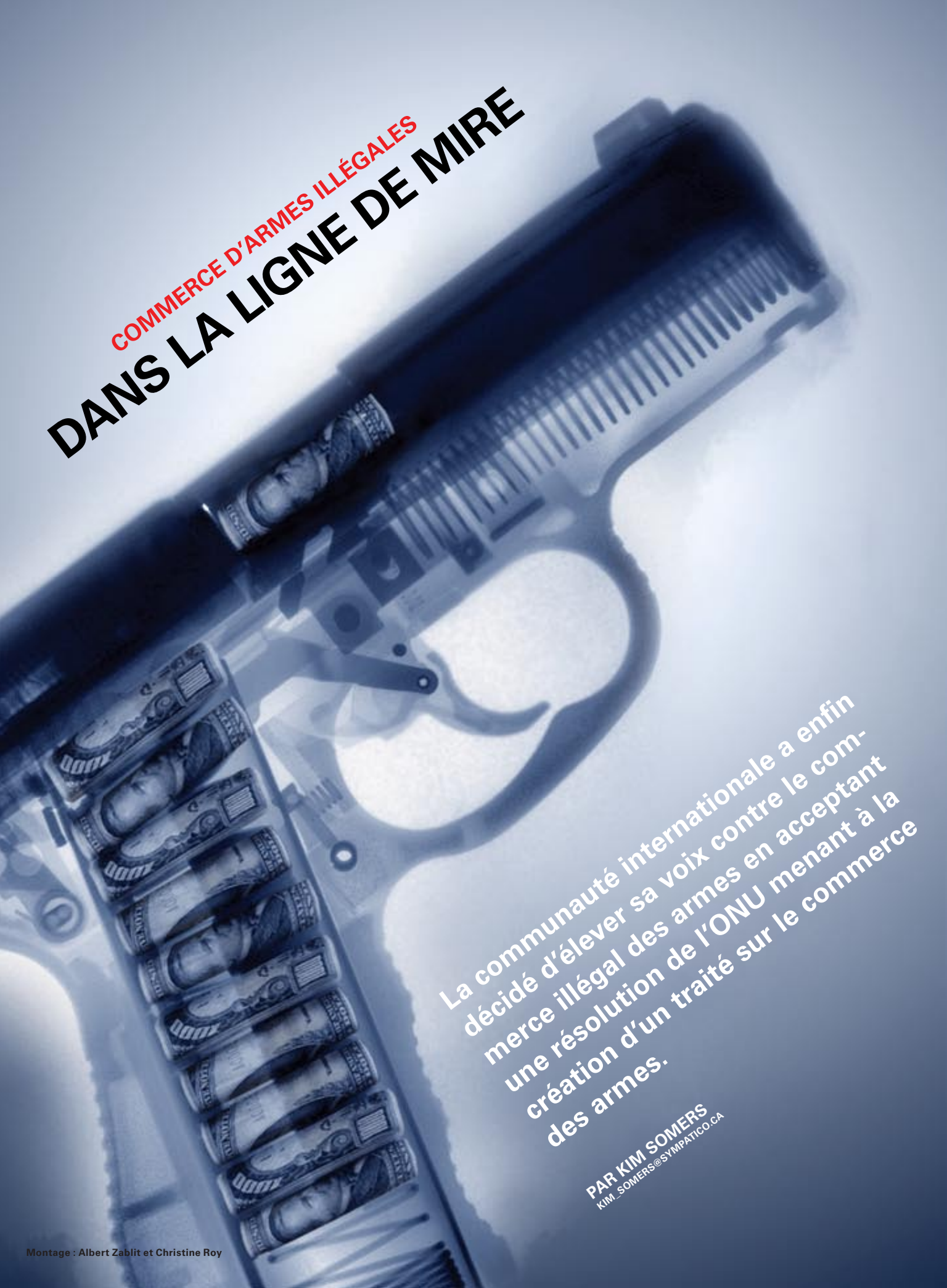
«Ils», ce sont surtout les Libéraux. Les Conservateurs s'en sortent mieux. «Je ne suis pas du tout en faveur de leurs politiques sociales, mais le gouvernement actuel, par exemple, s'est auto-désigné gouvernement de la Reine».

Le Canada a fait quelque chose de plus pour la monarchie cette année. Dalton ouvre un tiroir de son bureau et en sort un carnet. «C'est la première édition internationale avec la photo de la Reine depuis une génération». Dans le carnet, il reste quelques timbres, sur lesquels on peut lire les félicitations bilingues adressées à la monarque pour son 80e anniversaire ◆

Du nouveau chez Archambault!
Rabais étudiant
sur présentation de la carte étudiante
15% de réduction sur tous les livres
Étiquettes blanches seulement.
Ne peut être jumelé à une autre promotion.
VISITEZ nos 15 magasins
téléphone : 514.849.8589 ou 1.877.849.8589
Service disponible aux institutions et entreprises
ARCHAMBAULT
QUEBECOR MEDIA

COMMERCE D'ARMES ILLÉGALES

DANS LA LIGNE DE MIRE



La communauté internationale a enfin décidé d'élever sa voix contre le commerce illégal des armes en acceptant une résolution de l'ONU menant à la création d'un traité sur le commerce des armes.

PAR KIM SOMERS
KIM_SOMERS@SYMPATICO.CA

Montage : Albert Zablit et Christine Roy

Oxfam et Amnistie Internationale étaient présents à New York pour faire valoir l'importance de ce traité réglementant le commerce des armes conventionnelles et légères. En effet, comme l'explique l'agente de plaidoyer d'Oxfam-Québec Lina Holguin plusieurs opérations ont été menées auprès de pays pour réclamer «des règles pour empêcher les armes de tomber en de mauvaises mains».

Certaines règles existent déjà pour contrôler le commerce des armes. Cependant, comme l'explique Dr. Michael Lipson, assistant professeur au département de sciences politiques de l'Université Concordia, «ces règles sont assez vagues», permettant ainsi aux gouvernements de les interpréter comme bon leur semble. En fait, ce sont les pays qui sont responsables de leurs propres législations. S'il y a un besoin pour de nouvelles normes, «les règles actuelles pourraient être mieux implantées», selon Lipson.

Holguin et Lipson s'entendent sur ce point: il vaut mieux appliquer les règles déjà existantes. Holguin ajoute que le défaut majeur du système actuel est que «ce ne sont pas les même règles pour tous» : il y a un «besoin d'établir des règles globales».

Le besoin pour ces nouvelles règles est bien présent. En fait, d'après le rapport *Vies Brisées : plaidoyer pour un contrôle renforcé des ventes d'armes à l'échelon international* réalisé par Oxfam et Amnistie International, l'utilisation excessive d'armes conventionnelles tue une personne par minute, soit plus de 500 000 personnes par année. Holguin va plus loin en mentionnant qu'en plus de tuer des civils, les armes illégales «font des blessés, des déplacés, créent l'appauvrissement des régions où elles sont présentes, et les armes contribuent à empirer la situation dans les zones de conflits».

D'après Holguin, les gouvernements sont responsables du trafic illégal des armes, sans toutefois être directement impliqués dans ce commerce. Ce sont les manquements dans les règles établies par ces derniers qui rendent les armes accessibles. Néanmoins, il ne faut pas croire que les gouvernements sont inactifs.

Les gouvernements Canadiens et Américains, entres autres, essaient de palier au problème en offrant des formations et des conseils en matière de contrôle de l'armement. Un des problèmes du système actuel est que certains pays ne se sentent pas concernés par le problème du trafic illégal. Lipson compare ces pays aux règles peu effectives au «maillon faible d'une chaîne». Ce que des pays tels que le Canada et les États-Unis peuvent faire «est d'essayer d'encourager et d'assister les 'maillons faibles' à améliorer leurs propres systèmes nationaux de contrôle des armes».

L'adoption de cette nouvelle résolution de l'ONU ne mènera pas directement au traité sur le commerce des armes. Holguin explique qu'il reste plusieurs étapes à réaliser avant l'application de ce traité, dont celle de la formation d'un groupe d'experts pour l'étude du dossier, ainsi que les négociations entre pays. Le traité devrait finalement être adopté en 2010. De son côté, Lipson dit que certains pays préfèreraient établir ce traité à l'extérieur du cadre de l'ONU afin d'éviter la bureaucratie permettant que le traité soit mis en application plus rapidement. ◆

FAITS D'ARMES

-La France (3,4 bn $), la Russie (3,4bn$), la Chine (0,5 bn $), le Royaume-Uni (4,6 bn $)et les États-Unis d'Amérique (14,6 bn $) exportent 88% des armes conventionnelles sur le marché mondial.

-Le Koweït est le pays qui dépense le plus d'argent par habitant pour acheter des armes avec 1631$, suit l'Israël avec 1472$ et les Émirats-Arabes Unis avec 1308$.

-Le marché des exportations internationales des armes légales vaut pour 21 milliards de dollars.

-Les États-Unis d'Amérique sont les plus grands exportateurs d'armes au monde occupant 45% du marché avec 14 bn $.

-Aux Philippines, on peut se procurer une mitrailleuse pour 375$ et un revovler pour 15$.

-L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont les plus grands importateurs d'armes au monde avec 12 bn $, suivent l'Asie (8 bn $), l'Afrique (0,9 bn $) et l'Amérique Latine (0,7 bn $).

-On peut se procurer un Kalachnikov d'occasion sur l'internet pour moins de 100$ et ses balles pour 0,33$.

-En Afrique du Sud, on peut trouver un AK-47 pour moins de 20$.

-Le marché des armes artisanales est aussi très important du fait qu'il produit des armes très fiables et à prix modiques.

infocrime™
1800 711 1800

BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE DES NATIONS UNIES

Le successeur de Kofi Annan au poste de Secrétaire Général des Nations unies, Ban Ki-Moon, suscite attentes, mais aussi doutes quant à ses qualités de leader et son attitude proaméricaine.

Audrey Bourget

Le ministre sud-coréen des affaires étrangères a dominé les quatre votes du Conseil de Sécurité de l'ONU. Sans aucun vote ou veto défavorable, il fut choisi comme candidat officiel par le Conseil de Sécurité le 9 octobre dernier, puis élu par acclamation par les 192 membres de l'Assemblée Générale 4 jours plus tard.

«Mon élection, expliquait Ban Ki-Moon après sa mise en candidature, pourrait faciliter le dénouement pacifique et rapide de la crise nucléaire nord-coréenne». Il semble être un candidat de choix pour cette tâche ardue. «Il a été dans le jeu politique, donc il a une idée du *power play* qui se joue et ça c'est une bonne chose. Est-ce qu'il est bien équipé face à ce qui se passe en Corée du Nord? Je ne vois pas qui serait mieux équipé que lui; il parle coréen et connaît le dossier comme le fond de sa poche», explique François Crépeau, directeur scientifique du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et professeur de droit international à la même université. En effet, Ban a occupé divers postes dans la diplomatie. Avant d'exercer la fonction de Ministre des affaires étrangères et du commerce, il a entre autres occupé plusieurs postes à l'ONU et été ambassadeur aux États-Unis. Il a, depuis quelques années, été associé de près aux efforts de dénucléarisation en Corée du Nord, favorisant la négociation, qui n'eut pas le succès escompté.

«Je ne vois pas qui serait mieux équipé que lui; il parle coréen et connaît le dossier comme le fond de sa poche»

L'essai nucléaire de Pyongyang, le 9 octobre dernier, rend la situation d'autant plus épineuse.

Avec quasi unanimité, la communauté internationale loue ses qualités de diplomate et de médiateur. M. Crépeau souligne cependant que certains craignent que Ban Ki-Moon manque de poigne : «C'est certainement quelqu'un qui va avoir à cœur de faire fonctionner la machine ONU au service du Conseil de Sécurité plus que de lui donner une grande indépendance». M. Jocelyn Coulon, directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix du CÉRIUM et chroniqueur politique internationale au journal La Presse, rappelle toutefois que l'on pensait que les précédents secrétaires généraux, Boutros Boutros-Ghali et Kofi Annan, ne feraient pas de vagues alors que ce fût le contraire. Ko Ki-Seok, porte-parole du ministère des affaires étrangères de Corée du Sud, affirme que Ban est du genre «poigne de fer dans un gant de velours».

On attend aussi de lui qu'il utilise ses qualités d'administrateur pour contribuer à la réforme de l'ONU

Outre la crise nucléaire nord coréenne, la question nucléaire iranienne, le conflit israélo-palestinien, le Darfour, la gérance de l'Iraq lors du retrait éventuel des États-Unis et le développement africain s'annoncent comme les plus grands défis de Ban Ki-Moon. Il dit vouloir mettre de l'avant les Objectifs du millénaire pour le développement, qui concernent la réduction de la pauvreté, la faim, la maladie, l'illettrisme, la dégradation de l'environnement et de la discrimination envers les femmes. Les opérations de maintien de la paix, la menace terroriste et les droits humains sont également des sujets qui le préoccupent. On attend aussi de lui qu'il utilise ses qualités d'administrateur pour contribuer à la réforme de l'ONU. L'aspect le plus important de cette réforme serait l'élargissement du Conseil de Sécurité par l'ajout de membres permanents tels l'Allemagne, le Japon, l'Inde ou le Brésil et de membres non-permanents, principalement des pays du tiers-monde, explique M. Coulon. Ban semble vouloir travailler plus dans l'ombre que son charismatique prédécesseur, Kofi Annan.

Comme ce fut le cas de plusieurs autres secrétaires généraux, on redoute sa proximité avec les Américains. C'est après avoir rencontré Kennedy au début des années 1960, en tant que gagnant d'une compétition d'anglais de la Croix-Rouge, qu'il décida de devenir diplomate. Il obtient un Baccalauréat en relations internationales à l'Université de Séoul en 1970, puis une Maîtrise en administration publique à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard en 1985. Les États-Unis se sont réjouis de son élection, mais de nombreux autres pays également. «Ban est un proaméricain, mais moi j'ai bonne confiance qu'il va être un Secrétaire Général de l'ONU avant d'être un pion des États-Unis», dit M. Coulon.

Le dernier Secrétaire Général asiatique remontait au Birman U Thant, il y a 35 ans, c'était donc au tour d'un asiatique d'obtenir le poste. M. Crépeau explique que le choix d'un Sud-Coréen lance également un message comme quoi l'Asie est importante pour les Nations unies et qu'il y a des efforts à faire pour la stabilité dans cette région. Ban Ki-Moon restera en poste pour cinq ans, puis sera éligible à un second et dernier mandat. ◆

TOURNAGES AU QUÉBEC

LE GARS DES VUES SE PAIE LA TRAITE

Scène un, prise deux : le tournage de films étrangers rapporte gros au Québec, la belle province devenant de plus en plus dépendante des billets verts des producteurs américains.

Christine Roy
wdrop@hotmail.com

Superstorm, Spiderwick Chronicles, I'm Not There, Emotional Arithmetic...Tous des films américains qui profitent de la compétence des grands studios montréalais, de l'excellence reconnue de nos techniciens de plateau et des lieux extérieurs singuliers de notre province. Cette année, l'industrie du cinéma connaîtra, si la tendance perdure, une année rentable en terme de chiffre d'affaires, soit environ 261 millions pour les tournages étrangers seulement. Ce n'est pourtant pas le hasard ou le charme des québécoises qui ont suffi pour attirer les gros producteurs. Compétition oblige, d'importants fonds, chiffrés en millions, sont déployés au Québec pour tenter de séduire nos voisins du sud.

Malgré que la production de films québécois soit en baisse de 26% à cause d'un sous-financement discutable, 1,8 million sera injecté par les différents ordres de gouvernement dans la mise en place d'une équipe travaillant à temps complet pour attirer les tournages étrangers, principalement américains. Établi dans le nouveau Bureau du cinéma et de la télévision du Québec établi en juin 2005, l'équipe fera de la promotion la principale activité de l'infrastructure. Ainsi, l'envoi d'un ambassadeur permanent de l'industrie dans la capitale américaine du cinéma sera aussi l'une des priorités. L'institution cherchera également à mettre sur pied un fonds d'investissement public/privé qui pourrait compléter le financement de productions locales ou de films indépendants étrangers dont la réalisation au Québec ne dépendrait que de l'ajout de un ou deux millions - montant équivalent à la production d'un film québécois...

Au cinéma, bon dialogue ne se paie pas de mots. La lutte pour confirmer une liste de films à venir est et sera de plus en plus rude, car non seulement le Québec est en compétition avec les autres provinces comme la Colombie-Britannique, il doit aussi rivaliser avec d'autres pays tels que le Mexique, l'Égypte ou le continent européen. Avec notre devise qui fluctue et nos hivers parfois rudes, la compétition n'a jamais semblé aussi féroce. Par contre, avec des crédits d'impôts, une main-d'œuvre très qualifiée et des studios on-ne-peut-plus professionnels tels que les studios Mels, le potentiel est au rendez-vous pour avoir une part du gâteau pouvant valoir entre 400 millions en investissement direct et 900 millions en retombées possibles. Après tout, les États-Unis produisent des films comme il se vend des chaussures: environ 400 films annuellement, dont chacun bénéficie d'un budget d'au moins 40 millions.

De gros sous seront ainsi dépensés pour ce qui ressemble à de simples frais de représentation, mais les retombées directes et indirectes affectent pourtant notre économie de façon assez impressionnante; plus de 3000 techniciens vivent directement des tournages étrangers. Ceci dit, ce n'est pas seulement les gens derrière la caméra qui profitent de la manne, mais aussi les métiers moins connus comme celui de figurant, de doublure et de cascadeur. Jean-Phillipe Collins, doublure et cascadeur occasionnel, constate aussi que ses revenus proviennent en grosse partie de ces tournages: «Depuis quelques années, je peux m'attendre à une bonne source de revenus, car je travaille sur au moins deux gros films par année». Compte-tenu qu'un film se tourne entre 40 jours et plusieurs mois, l'aventure s'avère certainement lucrative.

Après analyse, le risque semble en valoir la chandelle. Étant une petite province aux moyens plutôt limités pour subventionner nos propres oeuvres cinématographiques, il serait intéressant de voir à quel point notre culture pourrait bénéficier de cette nouvelle vache à lait pour le gouvernement, si les profits engendrés ne disparaîssent pas dans la bulle céleste de certains ministères, ayant eux-aussi leurs effets spéciaux financiers. Comme on dit, on coupe toujours au montage..

Le réalisateur Todd Hayes sur le tournage de *I'm not There* | **Photo : Paul Tremblay**

FORME

par Albert Zablit
www.myspace.com/formemusic
www.albertzablit.com

BELL
11 octobre

BUDWEISER
18 octobre

NIKE
25 octobre

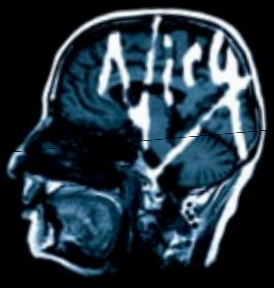
LEVI'S
1er novembre

LE LAIT
8 Novembre

CHANEL
15 novembre

SWATCH
22 novembre

AXE
29 novembre



VIRGIN
6 décembre

COKE
13 décembre

DIESEL
20 décembre

TV5

symptôme

OBSESSION DE MARQUES

diagnostic

INVITÉ DE MARQUE

Une analyse des marques à travers leurs pubs,
animée par Emmanuelle Garnaud.

Mercredi 19h